



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Rapport d'activité 2019

Centre de crise
et de soutien



AVANT-PROPOS

Incarné par une équipe multidisciplinaire de 90 agents auxquels je veux rendre hommage pour leur dévouement et leur professionnalisme, le Centre de crise et de soutien (CDCS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères est chargé de la sécurité des Français à l'étranger ainsi que de la planification et de la mise en œuvre d'actions humanitaires et de stabilisation de la France. Il fonctionne jour et nuit tout au long de l'année sans interruption.

Finalisé au cœur de la crise liée à la pandémie COVID-19, ce rapport d'activité pour l'année 2019 illustre la diversité et la complexité des missions, de plus en plus nombreuses, qui nous sont confiées par le Ministre.

Vous trouverez au fil de ces pages des illustrations concrètes du travail de cette équipe réorganisée en 2019 en trois centres : le Centre de situation, le Centre des opérations d'urgence et le Centre des opérations humanitaires et de stabilisation. Ces centres sont accompagnés, notamment, par un pôle de professionnels de santé et appuyés par une unité chargée de la gestion administrative.

Travailler à la sécurité des Français à l'étranger, c'est d'abord prévenir et informer nos compatriotes. C'est un des objectifs du Centre de situation qui nourrit 24h/24 le service en ligne « Conseils aux voyageurs » conçu sous système de management de la qualité certifié AFAQ ISO 9001. L'année 2019 a permis une nouvelle visibilité de cet outil essentiel avec plus de 9,4 millions de visiteurs (soit une hausse de 36 % par rapport à l'année 2018). C'est ensuite former les équipes du réseau diplomatique et consulaire à la gestion de crise. L'année 2019 a notamment permis au Centre des opérations d'urgence de mener 15 missions de formation et 11 exercices à destination de 15 ambassades. C'est également être en capacité de se mobiliser, en une heure, de jour comme de nuit, en cellule de crise, afin de soutenir notre réseau diplomatique et nos communautés à l'étranger, projeter moyens humains et matériel si cela est nécessaire et répondre aux interrogations du public lorsque des drames surviennent. L'année écoulée a été marquée par l'accident aérien du vol 302 d'Ethiopian Airlines devant relier Addis-Abeba à Nairobi le 10 mars 2019 et par les attentats qui ont frappé le Sri Lanka le 21 avril 2019. Ces deux terribles événements ont donné lieu à la mise en place de deux dispositifs de crise dédiés associant agents du CDCS, des ambassades et d'autres services de l'État. La mission du CDCS est, enfin, d'accompagner et de soutenir les familles et proches des personnes enlevées, disparues ou décédées de mort violente à l'étranger. Ce travail exigeant témoigne de la solidarité de la nation dans les moments les plus difficiles.

En matière d'action humanitaire et de stabilisation, les capacités d'action du CDCS ont été accrues par la hausse significative de son budget. Celui-ci a atteint

92,2 millions d'euros en 2019, grâce à l'augmentation de la dotation en loi de finances et du renouvellement du programme exceptionnel pour la Syrie décidé par le président de la République. Le CDCS a ainsi coordonné de nombreuses réponses humanitaires d'urgence à l'étranger pour assister les populations locales victimes d'une catastrophe naturelle, comme ce fut le cas au Mozambique en mars 2019 à la suite des inondations provoquées par le cyclone *Idai*. 2019 a également été l'année d'implantation à Nouméa, en partenariat avec la Croix-Rouge, d'un stock humanitaire. Cette réalisation permet une réactivité accrue en cas d'intervention à la demande d'États du Pacifique sud confrontés à des catastrophes naturelles. Le soutien à la sortie de crise par des actions de stabilisation s'est également renforcé, tout particulièrement en Irak, en Syrie et au Sahel où la situation sécuritaire dans la région des trois frontières s'est fortement dégradée. En Syrie, la réhabilitation de l'hôpital de Raqqa dans une zone libérée de l'emprise de Daech est un motif de fierté, tout comme, à la demande de la lauréate du prix Nobel de la paix 2018 Nadia Murad, l'accueil en France de cent femmes yézidiennes et leurs enfants, et la construction de la première phase de l'hôpital de Sinjar en Irak, projet porté par l'organisation non gouvernementale La Chaîne de l'espoir. Avec 200 projets dans 37 pays, le CDCS, en lien avec notre réseau diplomatique et consulaire et de nombreuses ONG, s'est engagé davantage en soutien des populations et comptabilise de nombreuses réussites collectives, notamment avec des ONG ou des fondations d'entreprises.

Enfin, pour répondre de la meilleure manière aux impératifs de redevabilité, le contrôle des actions financées par le CDCS a été accru avec la montée en puissance de notre cellule audit/évaluation, créée fin 2018, qui a ainsi audité 35 projets en 2019.

L'année 2019 a permis au CDCS et à ses nombreux partenaires de mettre en place des projets qui seront poursuivis en 2020 et au-delà.

Éric Chevallier

Directeur du Centre de crise et de soutien

SOMMAIRE

La veille, l'analyse des risques et l'alerte	5
La veille et la permanence diplomatique et consulaire	5
Les services aux usagers : information, alerte et conseil	6
La réponse aux crises sécuritaires	8
La gestion des crises	8
L'anticipation : une aide à la décision pour la gestion des crises	9
La planification	9
La formation à la gestion de crise des agents du meae	10
Le suivi des affaires individuelles	12
Données 2019	12
Faits marquants 2019	12
Santé : conseil et expertise	13
Équipement secouriste dans les emprises diplomatiques	13
Lutte contre l'épidémie à virus Ebola en RDC	14
L'action humanitaire d'urgence et la stabilisation en zone de crise	15
Faits marquants 2019	15
Syrie : un programme d'urgence décidé par le Président de la République	16
L'action humanitaire d'urgence	17
Le soutien à la sortie de crise via la stabilisation	21
Terrains d'intervention de l'humanitaire et de la stabilisation	23
La cellule interministérielle d'aide aux victimes (CIAV)	28
Des exercices menés au CDCS ou à distance	28
Conseil juridique : analyse et interface	29
Relations extérieures	30
Communication	30
Le CDCS : une équipe multidisciplinaire de 90 agents	31

LA VEILLE, L'ANALYSE DES RISQUES ET L'ALERTE



LA VEILLE ET LA PERMANENCE DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE

Le CDCS est en charge du suivi, de la collecte et de la synthèse des informations relatives aux situations d'urgence et aux crises dans le monde. Il alerte sur les événements susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité des Français à l'étranger ou requérant une action humanitaire d'urgence. La nuit, le week-end et les jours fériés, il contribue à la continuité du service public en assurant la permanence de l'ensemble du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

UN SERVICE MOBILISÉ 24/7 : L'UNITÉ DE VEILLE DU CDCS

- ▶ **Une équipe de 17 veilleurs**, dont 13 effectuent par roulement la permanence de nuit, de week-end et de jours fériés
- ▶ **887 bulletins quotidiens** sur les thématiques de sécurité diffusés en 2019
- ▶ **7 302 réponses aux usagers** en 2019 via la permanence téléphonique accessible au grand public



Cellule de veille du Centre de crise et de soutien



LES SERVICES AUX USAGERS : INFORMATION, ALERTE ET CONSEIL

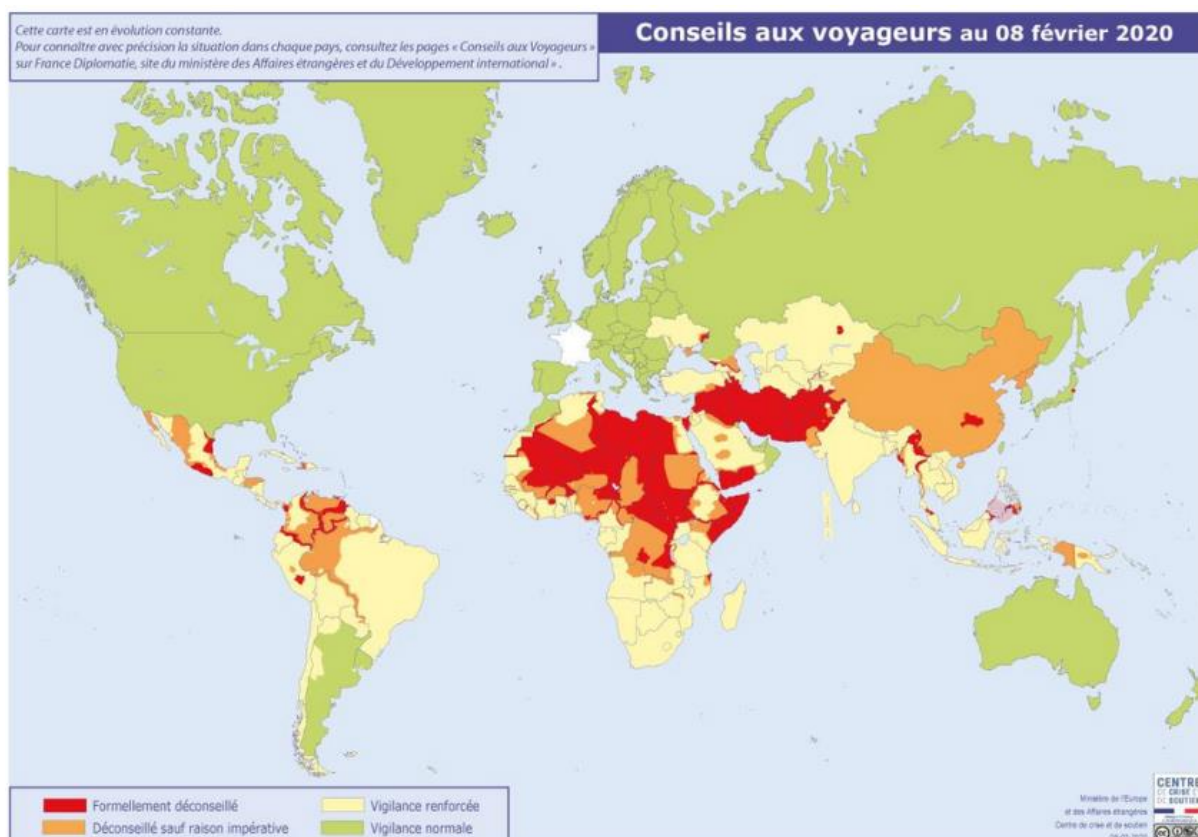
Le CDCS, en lien avec le réseau diplomatique et consulaire, élabore en continu des recommandations de sécurité qu'il diffuse principalement au moyen de deux outils au service des voyageurs : les Conseils aux voyageurs et le service Ariane.

LES CONSEILS AUX VOYAGEURS

Les Conseils aux voyageurs visent à faciliter la préparation et le bon déroulement des déplacements touristiques ou professionnels de courte durée. Ils fournissent des informations pratiques et des recommandations sécuritaires à travers 191 « fiches pays » assorties de cartes et une dizaine de fiches thématiques (santé, piraterie, Sahel, Moyen-Orient...). Très fréquentés par les usagers, ils sont régulièrement actualisés selon un système de management de la qualité dont la fiabilité est attestée par une certification **ISO-9001**, associant l'expertise de notre réseau diplomatique et de plusieurs directions du ministère ainsi que celle d'autres organismes publics.

En 2019 :

- ▶ **9,4 millions de visiteurs sur la page Conseils aux voyageurs du site diplomatie.gouv.fr** (+38% par rapport à 2018) ;
- ▶ **1 452 modifications réalisées** ;
- ▶ **624 réponses écrites apportées à des demandes d'avis de particuliers.**



« DERNIÈRES MINUTES »

En cas d'événement pouvant affecter la sécurité des Français à l'étranger (manifestation, attentat, épidémie, séisme...), des informations et consignes spécifiques sont publiées dans la rubrique « dernières minutes » des Conseils aux voyageurs.

- ▶ **858 « dernières minutes » publiées en 2019, soit 25 % de plus qu'en 2018.**

LES 5 DESTINATIONS LES PLUS CONSULTÉES EN 2019

1. Égypte
2. Thaïlande
3. Maroc
4. Mexique
5. Turquie

LE SERVICE  POUR VOTRE SÉCURITÉ, RESTONS CONNECTÉS!

L'inscription sur Ariane à partir du site diplomatie.gouv.fr permet aux voyageurs de recevoir par mail ou par SMS des messages d'alerte et des consignes de sécurité si la situation dans le pays visité le justifie. Ces alertes peuvent porter sur des risques naturels, terroristes, sanitaires ou autres.

- ▶ **1,2 million de voyages enregistrés en 2019 (+20 % par rapport à 2018).**
- ▶ **220 000 inscriptions en 2019 (+26 % par rapport à 2018).**
- ▶ **700 messages d'alertes diffusés en 2019, soit 40 % de plus qu'en 2018.**

LES CONSEILS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT ET AUX ENTREPRISES

Le CDCS entretient des échanges réguliers avec de nombreux partenaires au sujet de la situation sécuritaire dans le monde et leur transmet des recommandations adaptées aux spécificités de leurs missions et personnels.

- ▶ **150 entreprises et opérateurs conseillés en 2019**, à l'occasion d'échanges particuliers ou de réunions spécifiques à un pays.
- ▶ **400 représentants d'entreprises et d'opérateurs de l'État** ont participé aux séminaires organisés par le CDCS en 2019.



13^e Rencontre sur la sécurité des entreprises organisée par le CDCS le 30 janvier 2019 au Centre de conférences du MEAE

LA RÉPONSE AUX CRISES SÉCURITAIRES

Le CDCS est chargé de la planification de la réponse aux crises, de la professionnalisation des agents et des postes diplomatiques et consulaires à la gestion de crise, ainsi que de l'activation des cellules de crise en cas d'événement majeur qui donne lieu à un retour d'expérience. Si la situation et l'ampleur de la crise le nécessitent, le CDCS dépêche des agents afin de renforcer les équipes diplomatiques et consulaires sur le terrain.



LA GESTION DES CRISES

LE SUIVI DES CRISES

- ▶ **32 pays ont connu une crise significative**, nécessitant une mobilisation spécifique du CDCS en 2019.
- ▶ **175 agents du ministère** constituent un vivier de volontaires mobilisables en cas de crise. 39 agents ont été formés en 2019.

DEUX CRISES CONSULAIRES MAJEURES EN 2019

[L'accident aérien d'Ethiopian Airlines \(Éthiopie\) du 10 mars 2019](#)

L'accident a fait 157 morts, dont 9 Français.

- ▶ **Une cellule de crise ouverte pendant 4 jours.**
- ▶ **Une cellule de réponse téléphonique activée** par le CDCS : **1 046 appels traités.**
- ▶ Les familles ont été accompagnées dès l'ouverture de la cellule de crise par le CDCS, reçues par le secrétaire d'État, puis suivies individuellement par les coordonateurs nationaux désignés par le Premier ministre. Un déplacement sur le lieu de l'accident a été organisé par le CDCS et l'ambassade de France à Addis Abeba le 30 mars 2019.

[Les attentats multisites au Sri Lanka du 21 avril 2019](#)

9 attaques ont causé la mort de plus de 250 personnes et fait 500 blessés (aucune victime française).

- ▶ **Une cellule de crise ouverte pendant 6 jours.**
- ▶ **Une cellule de réponse téléphonique activée** par le CDCS : **1 260 appels traités.**
- ▶ Envoi de renforts à l'ambassade de France à Colombo (appui consulaire et psychologues)



Réponse téléphonique lors des attentats multisites au Sri-lanka avec la participation des volontaires de la Croix-Rouge



L'ANTICIPATION : UNE AIDE À LA DÉCISION POUR LA GESTION DES CRISES

Grâce à une collecte de données de nature politique, économique, sociale, environnementale auprès de multiples sources ouvertes et fermées (organisations internationales, centres de recherche, services centraux et déconcentrés de l'administration française, etc.), le CDCS a développé un dispositif permettant de produire des indicateurs issus d'algorithmes capables de traiter des données massives et faisant parfois appel à des techniques d'intelligence artificielle.

L'analyse des résultats obtenus permet au CDCS de mieux définir les priorités logistiques, de formation et d'intervention pour les mois à venir mais également lors du déclenchement d'une crise. Élaboré comme un outil interne d'aide à la décision, l'atlas des risques naturels élaboré dans ce cadre permet d'évaluer, pour chaque pays, les risques auxquels sont exposées à la fois les populations locales et les communautés françaises.



LA PLANIFICATION

LE SUIVI DES PLANS DE SÉCURITÉ

Le CDCS travaille en étroite coordination avec les ambassades et consulats généraux pour procéder à une analyse des risques dans leur pays d'accueil et déterminer les actions à entreprendre et les moyens à mobiliser afin d'assurer la protection des ressortissants français.

- ▶ **127 plans de sécurité** au bénéfice de la communauté française résidente ou de passage évalués en 2019 sur les 222 existants.
- ▶ **12 missions de conseil réalisées** auprès des postes diplomatiques et consulaires.



Visioconférence au CDCS en présence du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian

L'APPROVISIONNEMENT DES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES

Le CDCS permet aux ambassades et consulats de s'approvisionner en matériel de protection au profit de la communauté française.

- ▶ **Les réseaux de communication : 1 million d'euros** dédié aux réseaux de communications (radio et téléphone satellitaire) et à la modernisation des moyens radio dans 38 pays (passage de l'analogique au numérique).
- ▶ **Les stocks médicaux : 300 000 € de matériel médical** (stocks de médicaments, kits de premiers secours...)
- ▶ **Les stocks alimentaires : 205 000 € délégués aux ambassades** afin qu'elles constituent des stocks de denrées alimentaires acquises sur le marché local et près de **10 000 rations alimentaires** envoyées dans 10 pays pour **un montant de 186 000 €** environ.



LA FORMATION À LA GESTION DE CRISE DES AGENTS DU MEAE

« Je souhaite que tous nos chefs de poste et tous les agents de notre réseau se préparent à tout type d'évènement et développent une véritable culture de la gestion de crise. [...]. C'est pourquoi je souhaite voir prolonger les missions de formation que le CDCS accomplit dans les postes, de même que les exercices de crise conduits partout, y compris en Europe. »

Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères le 10 juillet 2018 lors de la célébration des 10 ans du CDCS.

La formation des agents du Département à la gestion de crise est un enjeu majeur pour le CDCS. Ils doivent en effet pouvoir faire face partout dans le monde à des crises devenues multiformes. L'offre de formation dispensée par le CDCS s'est donc considérablement étoffée et diversifiée dernièrement.

En administration centrale comme en poste, cette offre comprend des formations thématiques : gestion de crise, réponse téléphonique, formation destinée aux postes à présence diplomatique (ambassade à effectif réduit), modules dispensés à l'Institut de formation aux affaires administratives et consulaires (IFAAC) ou à l'Institut diplomatique et consulaire (IDC) destinées à des agents aux profils variés (primo-ambassadeurs, primo-consuls généraux, officiers de sécurité, attachés de défense et leurs adjoints...) et comprenant des exercices de simulation de différents formats (crise impliquant plusieurs postes européens, des postes à présence diplomatique et leur poste de rattachement...).

[La formation des agents en France](#)

- ▶ **Plus de 300 agents sensibilisés** aux enjeux de sécurité, à la gestion et à la communication de crise, tous postes et toutes catégories confondus, en formation initiale et continue

- ▶ **45 agents formés**, toutes catégories confondues, avant leur prise de fonction à l'étranger, lors de stages de préparation à la gestion de crise en poste (sessions de 4 jours) clôturés par un exercice de simulation
- ▶ **8 500 volontaires internationaux sensibilisés avant une prise de poste à l'étranger.**

La formation des agents dans les postes diplomatiques et consulaires

- ▶ **15 missions de formation à la gestion de crise** : ces formations de plusieurs jours donnent lieu à l'envoi d'une équipe dédiée du CDCS et comprennent une mise en pratique au travers d'une simulation de crise.
- ▶ **11 exercices à distance**, au bénéfice de 19 ambassades.
- ▶ **Près de 500 agents formés** dans les postes.

À Paris, le CDCS participe également à des exercices de crise en format interministériel sous l'égide du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale.



Mission de formation à la gestion de crise dispensée par le CDCS à l'ambassade de France à Prétoria, du 8 au 15 avril 2019

LE SUIVI DES AFFAIRES INDIVIDUELLES

L'Unité des affaires individuelles traite des morts violentes ou dans des conditions suspectes, des disparitions inquiétantes et des enlèvements de Français à l'étranger. En liaison étroite avec les consulats, le service est chargé de soutenir, d'orienter et d'accompagner les familles dans l'accomplissement des démarches administratives, voire judiciaires. Il peut mettre en relation les victimes et leurs proches avec une association d'aide aux victimes.

En cas d'ouverture d'une cellule de crise, le pôle victimes, composé notamment d'agents de l'Unité des affaires individuelles, traite des situations des personnes recherchées, blessées ou décédées grâce aux éléments obtenus par la cellule de réponse téléphonique. L'ensemble des données ainsi collectées est consolidé et exploité afin d'identifier et de localiser les personnes signalées.

Une fois passée la phase aigüe de la crise et la cellule de crise fermée, les dossiers de victimes sont transférés au ministère de la Justice (Service de l'accès au droit et à la justice et de l'aide aux victimes [SADJAV], Délégation interministérielle à l'aide aux victimes [DIAV]) qui, avec l'appui du réseau associatif (France Victimes) et des organes d'indemnisation, prend le relais du CDCS.



DONNÉES 2019

- ▶ **754 décès signalés au CDCS (+20 % par rapport à 2018)** sur 7 022 décès de Français à l'étranger enregistrés par nos consulats (soit près de 11 %). Parmi eux, 42 homicides (+ 50 % par rapport à 2018) dont 10 féminicides. Sur le total des dossiers suivis, 95 ont impliqué une relation très étroite avec les familles.
- ▶ **218 disparitions de plus de 48 heures signalées en 2019 (+7,4 % par rapport à 2018), dont 33 cas avérés de disparitions inquiétantes.** Le CDCS contribue à établir le lien entre les familles et les postes, qui facilitent la recherche des personnes disparues à travers la mobilisation des autorités locales.
- ▶ **10 ressortissants français victimes d'enlèvement** en 2019, qui ont tous été libérés : 8 enlèvements d'origine crapuleuse (10 en 2018) et 2 enlèvements d'ordre terroriste (Bénin) ont fait l'objet d'un suivi par le CDCS.



FAITS MARQUANTS 2019

- ▶ **Mme Sophie Pétronin**, victime d'un enlèvement au Nord Mali le 24 décembre 2016, est toujours retenue par ses ravisseurs au moment de la rédaction du présent rapport d'activité (mai 2020). Le CDCS est en lien avec sa famille.
- ▶ **Les deux Français** enlevés le 1^{er} mai 2019 dans le parc de la Pendjari, au nord du Bénin, ont été libérés dans la nuit du 9 au 10 mai 2019. Deux commandos de la Marine nationale française furent tués au Burkina Faso lors de l'opération de libération. Le CDCS a assuré le lien avec les familles des deux otages et a organisé le retour de ces derniers sur notre territoire après leur libération.

SANTÉ : CONSEIL ET EXPERTISE

Le pôle santé travaille de manière transversale avec l'ensemble des équipes du CDCS et apporte l'expertise santé là où elle est requise, notamment lors des cellules de crise et des interventions d'urgence (évaluation médicale et soutien au poste en cas de besoin).



ÉQUIPEMENT SECOURISTE DANS LES EMPRISES DIPLOMATIQUES

PLANIFICATION

- ▶ **Signature d'une convention avec le ministère des Solidarités et de la Santé et l'Agence nationale de santé publique.**
- ▶ **Détermination de procédures et rédaction d'un marché public pour les évacuations sanitaires de ressortissants français.**

EN SITUATION DE CRISE

- ▶ **Analyse de la situation** : besoins, moyens, renforts.
- ▶ **Missions d'appui** sur place si la situation le nécessite.
- ▶ **Actions notables en 2019** : contribution au rapatriement organisé par le CDCS d'enfants en provenance du Nord-Est syrien ; participation au retour des Français pris en otage au Bénin.

CONSEILS AUX VOYAGEURS

- ▶ **Harmonisation de l'ensemble des fiches santé** des Conseils aux voyageurs par pays/destination.
- ▶ **Création de rubriques standardisées** et dédiées, notamment pour les principaux risques sanitaires (poliomyélite, rougeole...).
- ▶ Suivi permanent des événements sanitaires en cours **permettant une mise à jour** actualisée de la rubrique « Dernières minutes » des Conseils aux voyageurs, notamment celles des pays concernés par le virus Ebola.



LUTTE CONTRE L'ÉPIDÉMIE À VIRUS EBOLA EN RDC

MOYENS MOBILISÉS EN 2019

- ▶ 1,2 million d'euros

ÉPIDÉMIE DÉCLARÉE EN AOÛT 2018, LA PLUS GRAVE DE L'HISTOIRE DE LA RDC : PLUS DE 3 000 DÉCÈS

- ▶ **Participation au plan de riposte interministériel de la France** et aux mesures de planification tant dans le domaine sécuritaire qu'humanitaire.
- ▶ **Coordination de la rédaction de la feuille de route bilatérale Ebola**, autour de l'envoyé spécial du gouvernement chargé d'orienter et de suivre la réponse française contre l'épidémie Ebola, le Professeur Yves Lévy.
- ▶ **Mobilisation humanitaire** : financement d'ONG françaises assurant la gestion de centres de traitement Ebola et mise en place d'une stratégie décentralisée du système de santé congolais et plus proche des communautés



Bulle d'isolement pour lutter contre le virus Ebola , centre de santé Keshero en RDC

L'ACTION HUMANITAIRE D'URGENCE ET LA STABILISATION EN ZONE DE CRISE

Le CDCS assure deux missions complémentaires, l'humanitaire et la stabilisation. La première vise à répondre aux besoins vitaux des populations confrontées à des crises d'ampleur. La seconde intervient en appui à la sortie de crise dans les contextes post-conflit : la stabilisation contribue à une réponse aux besoins des populations et soutient le relèvement de l'État.



FAITS MARQUANTS 2019

UNE AUGMENTATION DU NOMBRE DE PROJETS ET UN BUDGET EN HAUSSE

- ▶ **92 millions d'euros ont été engagés et versés en 2019** contre 86,7 millions d'euros en 2018. 72 millions d'euros ont été inscrits au Fonds humanitaire d'urgence (qui finance l'humanitaire et la stabilisation) en loi de finances initiale contre 45 millions d'euros en 2019.
- ▶ **200 projets financés** dans 37 pays.
- ▶ **64 organisations** financées, dont 50 % d'ONG françaises.

L'ACTIVITÉ DE LA CELLULE AUDIT/ÉVALUATION

Pour répondre au double enjeu de lutte contre le financement du terrorisme et de préservation de l'action humanitaire et de stabilisation de la France, dans un contexte de judiciarisation croissante de l'aide, le CDCS s'est doté depuis 2018 d'une Cellule audit / évaluation. Cette cellule permet d'apporter **une réponse aux exigences accrues de redevabilité**, liée à la possibilité exceptionnelle pour le CDCS de décaisser des crédits en quelques jours en cas de besoin urgent.

- ▶ **35 projets soumis à un audit externe**, pour un montant de 17,5 millions d'euros de projets financés. **Les audits** menés par les cabinets consistent à examiner au sein d'une structure les processus de gestion administrative et financière pour s'assurer qu'ils permettent de produire une information sincère et transparente, mais aussi, de manière plus large, d'apprécier l'efficacité d'une action en comparant ses résultats aux objectifs assignés et aux moyens mis en œuvre.
- ▶ **Le mécanisme du Third Party Monitoring (TPM)** : lorsqu'elles interviennent sur des terrains particulièrement sensibles ou exposés à un risque important de financement du terrorisme, et lorsque les auditeurs des cabinets d'audits externes ne peuvent pas se rendre sur place compte tenu des restrictions d'accès sur le terrain, les ONG peuvent être auditées par le CDCS via le **mécanisme des Third Party Monitoring (TPM)**. Il s'agit alors de mandater **des agences d'audit et d'évaluation de projets présentes dans la région et en mesure de se déplacer sur ces terrains spécifiques**. L'objectif de ces TPM est de s'assurer de la fiabilité des partenaires sur le terrain et de la bonne conduite des opérations financées par le CDCS.
- ▶ **La conduite de 2 évaluations stratégiques** : celle de l'instrument financier Fonds d'urgence humanitaire sur la période 2015-2018 et celle de 22 projets « sécurité, gouvernance et stabilisation ».

- ▶ **Le renforcement des termes contractuels avec les partenaires** : eu égard au contexte de forte redevabilité, le CDCS s'est attaché à mettre en place une nouvelle convention et de nouvelles procédures visant à accompagner les ONG dans la mise en œuvre de leurs projets, en toute transparence et en toute connaissance de cause, notamment sur les sujets de **la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme** (logiciels de criblage), **la lutte contre le harcèlement moral et sexuel** (mécanismes de *safeguardings*), et **les mécanismes de remontées de plaintes** (dispositif d'alerte interne).



SYRIE : UN PROGRAMME D'URGENCE DÉCIDÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

UN PROGRAMME EXCEPTIONNEL RENOUVELÉ EN 2019

- ▶ 46 projets humanitaires et de stabilisation financés.
- ▶ Une mise en œuvre par **34 partenaires** : ONG françaises et internationales, agences des Nations unies, opérateurs de l'État.

TROIS PRINCIPAUX OBJECTIFS

1. Répondre, par des projets d'assistance humanitaire, aux besoins urgents des populations les plus vulnérables sur l'ensemble du territoire.
2. Contribuer, via des actions de stabilisation, à l'amélioration des conditions de vie des populations dans les zones libérées de Daech.
3. Soutenir la société civile, les défenseurs des droits de l'homme et les médias afin de participer à la diffusion des valeurs démocratiques.

AIDE D'URGENCE EN RÉPONSE À LA CRISE HUMANITAIRE DANS LA RÉGION D'IDLIB

- ▶ **18,8 millions d'euros** (+25% par rapport à 2018) dédiés à l'assistance humanitaire en réponse aux déplacements de plus de 700 000 personnes à la suite de l'offensive du régime syrien et de ses alliés.
- ▶ **Fourniture d'eau potable, de kits d'hygiène, d'abris et d'équipements** pour faire face à l'hiver au bénéfice des populations déplacées.
- ▶ **Prise en charge médicale** des femmes enceintes, nouveau-nés et jeunes enfants.
- ▶ **Activités de soutien psychosocial et de protection de l'enfance.**

ACTIONS DE STABILISATION ET ASSISTANCE AUX DÉPLACÉS DANS LE NORD-EST SYRIEN

- ▶ **21,3 millions d'euros consacrés à l'aide aux déplacés et l'amélioration des conditions de vie dans les territoires libérés de Daech** : accès à la santé et à l'éducation, relance économique et agricole, sécurité alimentaire, déminage.
- ▶ **Réouverture de l'hôpital national de Raqqa** et relance du réseau de santé dans les gouvernorats de Raqqa et Deir Ezzor.
- ▶ Réponse d'urgence aux besoins des populations déplacées dans la région ou réfugiées en Irak à la suite de l'opération des forces turques « Source de paix ».
- ▶ Actions de réinsertion scolaire et de soutien à des écoles multiconfessionnelles.

APPUI AUX ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, DES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME ET DES MÉDIAS INDÉPENDANTS

4,5 millions d'euros alloués à des projets sur plusieurs zones du territoire syrien en faveur de la société civile syrienne.

- ▶ Renforcement et professionnalisation d'organisations et de microentreprises implantées au sein de la population.
- ▶ Soutien aux journalistes et aux médias indépendants.
- ▶ Assistance aux défenseurs des droits de l'Homme et appui à la lutte contre l'impunité.

FOCUS : RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DE GENRE

L'année 2019 marque la première année (complète) d'utilisation par le CDCS du marqueur genre de l'OCDE. 86 projets sur un total de 179 (soit 48 %) des projets ont ainsi été évalués comme visant significativement (73 projets) ou principalement (13 projets) l'égalité de genre. L'année 2020 devrait permettre d'amplifier ce premier bilan.

Ces projets s'articulent autour de trois priorités thématiques : **1.** la lutte contre les violences faites aux femmes ; **2.** l'accès aux services sociaux et l'autonomisation économique des femmes ; **3.** la promotion du rôle des femmes dans la résolution des conflits et la sortie de crise. Parmi ces projets, on peut notamment citer : l'accueil en France de 100 femmes yézidiennes, et de leurs enfants, victimes de Daech ; la construction d'un bloc opératoire dans la région de Sinjar en Irak ; l'accès aux soins pour des femmes et des filles dans le Nord-Est Syrien ; le soutien à la mise en place d'une plateforme d'aide pour les victimes de violences sexuelles en Libye ; des projets d'agropastoralisme au Mali ; des formations professionnelles au Burkina Faso, ou encore des projets en faveur de l'émancipation économique des femmes au Soudan.



L'ACTION HUMANITAIRE D'URGENCE

Le CDCS coordonne la réponse humanitaire d'urgence de l'État, participe à l'élaboration de la politique humanitaire et assure les relations avec les différents partenaires.

CYCLONE *Idai* AU MOZAMBIQUE

À la suite du passage du cyclone *Idai* dans la région de Beira, les autorités mozambicaines ont fait appel à l'aide internationale le 19 mars 2019.

- ▶ **Mobilisation rapide du stock de la plateforme d'intervention régionale de l'océan Indien (PIROI)**, basée à La Réunion, en collaboration avec la Croix-Rouge française, permettant l'envoi de 6 000 bâches et de 3 000 kits outils pour un montant total de 100 000 €.
- ▶ **95 tonnes de fret humanitaire** ont été acheminés au Mozambique avec le concours de la Fondation Airbus dont :
 - 36 tonnes du stock humanitaire du CDCS (515 tentes familiales et 1 000 lampes solaires) ;
 - 59 tonnes de fret fournies par 10 partenaires : Solidarités International, Tulipe, Architectes de l'Urgence, SOS Attitude, Handicap International, Aquassistance, Veolia, Électriciens sans frontières, Croix-Rouge française, Plan International.

- ▶ **340 000 €** ont été consacrés à cette opération qui a bénéficié du soutien de l'Union européenne, qui a remboursé les frais de transports à hauteur de 75 %.



Envoi de fret humanitaire d'urgence au Mozambique le 27 mars 2019 à la suite au passage du cyclone *Idai*

LA RÉPONSE FRANÇAISE FACE À L'ÉPIDÉMIE DE ROUGEOLE AUX SAMOA

En octobre 2019, une épidémie de rougeole a frappé les îles Samoa (au recensement établi en février 2020, le bilan faisait état de 87 morts, pour l'essentiel des enfants, sur 5 700 personnes contaminées). La France a répondu à l'appel à l'aide internationale du gouvernement des Samoa. Le CDCS a cofinancé le déploiement d'une mission de 10 jours, destinée à appuyer la réponse des autorités nationales, constituée de **10 personnels médicaux** (1 pédiatre et 9 infirmières) mis à disposition par la Polynésie française. Cette équipe était dotée de matériel de soins pour la vaccination et de produits de santé pour les services hospitaliers (antibiotiques, matériel de perfusion et d'anesthésie).

INONDATIONS EN IRAN

Les autorités iraniennes ont sollicité l'aide internationale à la suite des intempéries, sans précédent, qui ont frappé leur pays en mars et avril 2019.

- ▶ 26 tonnes de fret humanitaire ont été acheminées en Iran par le CDCS et remis au Croissant-Rouge iranien
 - 210 tentes familiales et 4.960 couvertures ;
 - 274 kits de cuisine ;
 - 114 motopompes.
- ▶ **220 000 €** ont été consacrés à cette opération qui a bénéficié du soutien de l'Union européenne, qui a remboursé les frais de transports à hauteur de 75 %.

COORDINATION DE LA RÉPONSE FRANÇAISE POUR LES INCENDIES DE FORÊT EN AMAZONIE

Conformément aux décisions prises par le président de la République à l'occasion du sommet du G7, la France s'est mobilisée **dans la lutte contre les incendies qui ont touché l'Amazonie**. L'action de la France a rassemblé les moyens de l'État et les aides offertes par le secteur privé, notamment le Groupe LVMH et la Fondation Airbus.

Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (CDCS) et celui de l'Intérieur (Sécurité civile) ont uni leurs moyens humains, budgétaires et logistiques afin de fournir une aide opérationnelle à la Bolivie en septembre 2019.

Cette réponse d'urgence a fait l'objet d'un financement public/privé novateur :

- ▶ **500 000 €** ont été délégués au CDCS sur les reliquats des crédits consacrés à l'organisation du sommet du G7 qui a eu lieu du 24 au 26 août 2019 à Biarritz ;
- ▶ **1,35 millions d'euros** ont été consacrés par LVMH à la lutte contre les incendies en Amazonie via le CDCS.



Vol d'un hélicoptère Airbus équipé de moyens de lutte contre les incendies en Bolivie

Le CDCS a coordonné :

- ▶ le déploiement, durant 18 jours, d'un détachement de 48 personnels des forces militaires de la sécurité civile (dont 4 pilotes de drones) en septembre 2019 ;
- ▶ l'envoi de 2 tonnes de matériels de lutte contre les incendies de forêt d'une valeur de 50 000 € (masques, groupes électrogènes, réservoirs d'eau portatifs...) offerts à la sécurité civile bolivienne ;

L'appui du groupe LVMH et de la Fondation Airbus a donné à ce déploiement une ampleur inédite :

- ▶ grâce aux financements du groupe LVMH (1 million d'euros), les sapeurs sauveteurs ont pu être projetés en hélicoptère sur les foyers d'incendie, souvent distants de plusieurs centaines de kilomètres. Ces mêmes financements ont permis d'offrir à la Sécurité civile

bolivienne des matériels répondant à ses besoins les plus urgents : 300 tenues de pompiers, 70 radios et 5 pick-up (soit 260 000 €) qui seront remis aux autorités boliviennes durant le premier semestre 2020 ;

- la mise à disposition gracieusement par la fondation Airbus d'un A330neo pour le transport, depuis la France, des forces militaires de la sécurité civile et de leur matériel, ainsi que le financement de 65 heures de vol d'hélicoptères de lutte contre les incendies (coût estimé à 195.000 €) et le transfert en Bolivie des deux hélicoptères mobilisés depuis le Chili (coût estimé à 92.000 €).

Le Paraguay a également demandé l'aide de la France qui a financé sur crédits LVMH, via le CDCS, 100 heures de vol de bombardier d'eau et 7 000 litres de produit retardant (390.000 €).

Le CDCS a financé l'achat de 5 pick-up équipés de kits incendie haute pression qui seront livrés à la fin du premier semestre 2020 (245.000 euros).

FOCUS : STOCKS DE MATÉRIEL HUMANITAIRE DU CDCS

Afin de réagir plus rapidement en cas d'évènement majeur à une grande distance du territoire métropolitain le CDCS a implanté en 2019 un stock humanitaire à Pointe-à-Pitre, pour la zone Caraïbes/Amériques, et à Nouméa, pour la zone Pacifique sud. Ces stocks sont immédiatement mobilisables en cas de demande d'assistance émise par un pays de la zone. Ils sont composés de matériel d'urgence non périssables : tentes, bâches, kits de cuisine, kits outils...

Avec le stock de Méry-sur-Oise en Île-de-France et celui disponible via la plateforme d'intervention de l'océan Indien (PIROI) de la Croix-Rouge française à Saint Denis de la Réunion, le CDCS dispose désormais de 4 stocks humanitaires susceptibles d'être déployés rapidement en lien avec la Croix-Rouge française et/ou la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC).



Inauguration du stock du CDCS à Nouméa le 17 octobre 2019 en présence du Haut-Commissaire de la République



LE SOUTIEN À LA SORTIE DE CRISE VIA LA STABILISATION

La stabilisation vise à appuyer la sortie de crise. Elle soutient les processus de transition et de réconciliation et le relèvement de l'État, y compris dans ses missions régaliennes. Elle apporte une réponse immédiate aux besoins essentiels des populations pour prévenir la réémergence des conflits. L'action de stabilisation s'adapte à la volatilité des contextes post-conflit, par une intervention sur le court terme et cherchant un impact rapide sur le terrain.



The Stabilization Leaders Forum organisé du 15 au 17 mai 2019 à Paris au Quai d'Orsay

IRAK : FOCUS SUR LES ACTIONS AU PROFIT DE LA COMMUNAUTÉ YÉZIDIE

Une priorité de politique étrangère

- ▶ **Mise en œuvre de l'engagement du président de la République auprès de Nadia Murad, lauréate du prix Nobel de la Paix en 2018 : accueil en France et prise en charge par les services de l'État de 100 femmes yézidiennes victimes de Daech accompagnées de leurs enfants, entre décembre 2018 et novembre 2019.**
- ▶ **Construction d'un bloc opératoire dans la ville de Sinjar** pour répondre aux besoins chirurgicaux les plus urgents.
- ▶ **10 millions d'euros consacrés à la minorité yézidie** entre 2015 et 2019, à la suite de la création du Fonds du soutien aux victimes de violences ethniques et religieuses au Moyen-Orient en 2015.

Des actions concrètes pour des milliers de yézidis

- ▶ **Déminage** : dépollution d'une trentaine de villages des engins explosifs et des restes d'explosifs de guerre.
- ▶ **Éducation** : 6 écoles construites ou réhabilitées pour les enfants yézidis de retour dans le Sinjar.
- ▶ **Médias** : soutien à la radio Al-Salam, média multiculturel et multiconfessionnel.



Visite de Nadia Murad, prix Nobel de la Paix 2018, au CDCS le 10 mai 2019 lors de la signature d'une convention entre le CDCS et l'Organisation Internationale pour les migrations dans le cadre du programme d'accueil en France de 100 femmes yézidies, et de leurs enfants, victimes de Daech

MALI : UNE ACTION AU PROFIT DES POPULATIONS ET DU RETOUR DE L'ÉTAT DANS LES ZONES D'EFFORT DE L'OPÉRATION BARKHANE

Un appui aux populations

- ▶ **Réhabilitation de 60 hectares** de périmètres irrigués dans les régions de Tombouctou et de Ménaka pour relancer l'activité agricole.
- ▶ **Raccordement du quartier Abattoir de la ville Ménaka au réseau électrique** et amélioration de la fourniture d'électricité dans la ville.
- ▶ **Équipement et formation** au profit de 11 radios indépendantes de la région du Liptako-Gourma.

Soutien au retour de l'État

- ▶ **Appui aux forces de sécurité intérieure** : restauration du commissariat de police et de gendarmerie de Ménaka, remise de 15 véhicules pick-up et de 5 motos au ministère de la Sécurité et de la protection civile malienne à destination de Ménaka, pour favoriser le redéploiement des policiers et des gendarmes.
- ▶ **Formation de 30 élus locaux et de 20 agents administratifs** à la résolution des conflits locaux et à la gestion des comptes publics dans plusieurs municipalités du Liptako-Gourma.

- ▶ **Soutien au processus de démobilisation, désarmement et réinsertion (DDR)** au profit notamment des anciens combattants désireux de quitter les groupes armés



Visite du commissariat de police de Ménaka par une représentante du CDCS le 20 juillet 2019



TERRAINS D'INTERVENTION DE L'HUMANITAIRE ET DE LA STABILISATION

UNE ACTION RENFORCÉE POUR RÉPONDRE AUX GRANDES CRISES HUMANITAIRES

En plus du programme exceptionnel de 50 millions d'euros pour la Syrie, le CDCS a renforcé son action dans les pays touchés par les plus grandes crises humanitaires, afin de répondre aux besoins vitaux des populations.

Yémen

La crise humanitaire yéménite est la plus grave crise dans le monde, avec 24,1 millions de personnes ayant besoin d'aide dont 10 millions en état d'insécurité alimentaire :

- ▶ **une aide humanitaire** de 3 millions d'euros ;
- ▶ **Secteurs privilégiés** : eau-hygiène-assainissement et santé.

Aggravation des crises en Afrique subsaharienne

Les crises se sont aggravées en Afrique, dans un contexte de regain des violences et d'insécurité alimentaire.

- ▶ **Aide aux populations vulnérables autour du lac Tchad** : 2,2 millions d'euros dans les zones les plus affectées par les violences de Boko Haram, y compris au nord-est du Nigéria.
- ▶ **Réaction face à la dégradation exponentielle de la situation humanitaire au Burkina** : 600 000 € pour répondre aux déplacements massifs de population dans les collectivités territoriales du Sahel et du Centre-Nord.
- ▶ **Nutrition, eau-hygiène-assainissement et santé** : Somalie (400 000 €), Soudan du Sud (1 million d'euro), et RCA (2,5 millions d'euros).

Pays limitrophes de la Syrie

La crise syrienne continue d'impacter fortement les pays limitrophes, notamment le Liban et la Jordanie, dans un contexte de baisse des financements internationaux.

- ▶ **Soutien à des programmes d'urgence**, notamment dans les camps informels de réfugiés et au profit des communautés hôtes vulnérables.
- ▶ **Soutien aux réfugiés syriens et irakiens à travers le fonds de soutien aux victimes de violences ethniques et religieuses** : promotion de l'éducation par des associations locales.
- ▶ **Sensibilisation aux risques liés aux mines** au Liban.

HUMANITAIRE : DES ENGAGEMENTS MULTIPLES POUR RÉPONDRE AUX BESOINS

Aide humanitaire en Ukraine

Quatre projets humanitaires (1,5 million d'euros) soutenus pour accompagner les efforts menés en format Normandie en réponse à la crise.

- ▶ **Soutien aux programmes du Comité international de la Croix-Rouge (CICR)** : appui économique aux populations, approvisionnement en eau, réparation d'infrastructures, aide aux détenus et aux blessés.
- ▶ **Actions de déminage** dans les régions affectées par le conflit, en particulier aux abords des points de passage, dans les écoles et dans les villages.
- ▶ **Réponse aux besoins essentiels des populations les plus vulnérables** : distribution de coupons électroniques pour permettre à 4 000 familles de se procurer des biens de première nécessité des deux côtés de la ligne de contact et rénovation de l'hôpital de Krasnohorivka.

Territoires palestiniens

- ▶ **Réponse d'urgence à Gaza dans le domaine de la santé** : suivi des blessés, (consultations, rééducation) et renforcement du système d'ambulance.
- ▶ **Poursuite de notre soutien au consortium humanitaire en Cisjordanie** : protection, aide d'urgence, plaidoyer.

Autres exemples d'intervention

- ▶ **Près de 2 millions d'euros en faveur des réfugiés Rohingyas** au Bangladesh.



Visite des projets financés par le CDCS dans le camp de réfugiés de Rohingyas à Cox Bazar au Bangladesh en octobre 2019

- ▶ **Lutte contre l'insécurité alimentaire en Corée du Nord** (200 000 €).
- ▶ **1,6 million d'euros pour répondre à la grave crise humanitaire au Vénézuéla**, et 40 malles de médicaments acheminées à Caracas et remises à un partenaire vénézuélien qui soutient, sur place, les actions dans le domaine médical de plusieurs ONG françaises.

STABILISATION : UNE ACTION CONCENTRÉE SUR LES TERRAINS LES PLUS À RISQUE

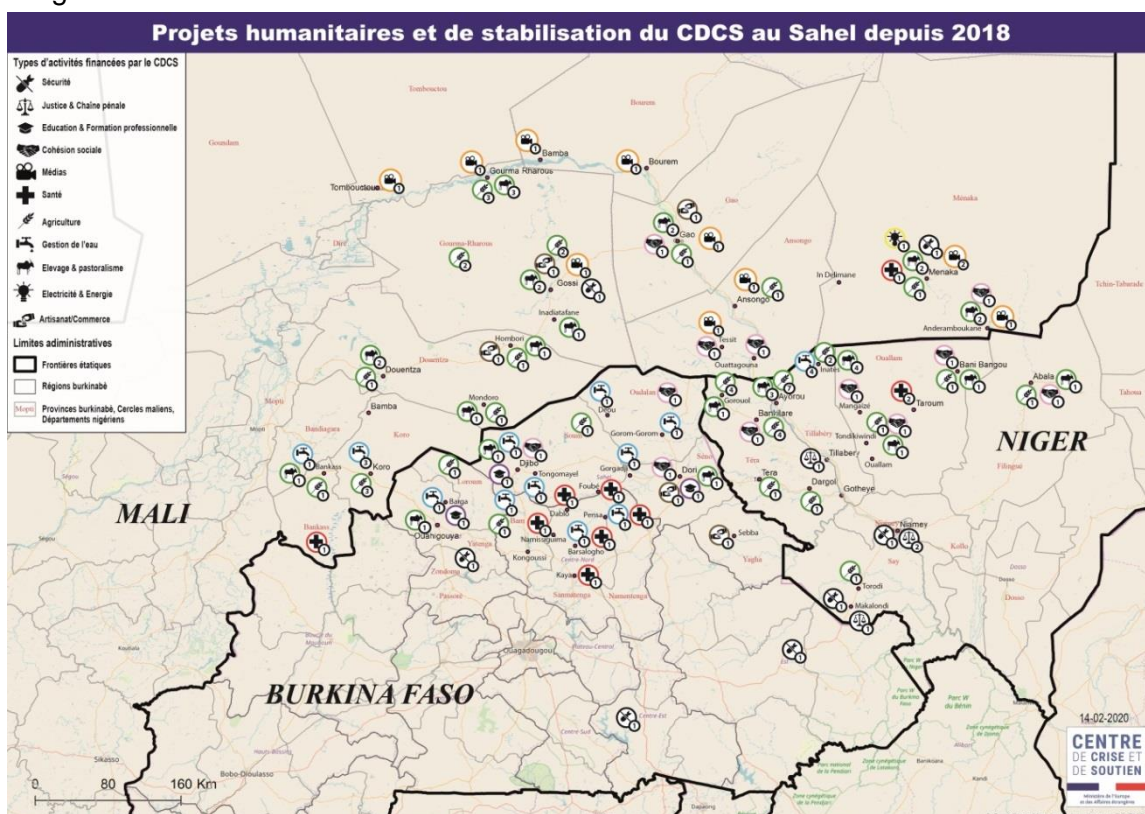
Maintien d'un effort conséquent en Irak

L'effort en Irak est demeuré important, dans un contexte de transition fragile vers la reconstruction marquée par le risque de résurgence de Daech

- ▶ **Favoriser le retour des populations déplacées dans leur région** d'origine libérée de l'emprise de Daech par le déminage, l'accès aux services de base et la relance économique, en particulier à Mossoul et dans la plaine de Ninive.
- ▶ **Financement de la mise en place d'un bureau d'Expertise France à Erbil** pour mettre en œuvre des actions de stabilisation dans le nord de l'Irak (redynamisation du campus de l'université de Mossoul). L'implantation d'Expertise France à Erbil a permis à l'opérateur français de mobiliser des fonds d'autres bailleurs, notamment 5 millions d'euros de l'Union européenne, pour poursuivre les projets menés en faveur des étudiants irakiens.
- ▶ **Lancement d'une réflexion sur la réinsertion socio-économique des anciens combattants** : visite en France d'une délégation irakienne de haut niveau pour s'inspirer du modèle français de service militaire adapté.
- ▶ **Un engagement total de 6,5 millions d'euros.**

Un engagement accru au Sahel

- ▶ **Action concentrée dans la région des trois frontières**, où la situation s'est fortement dégradée en 2019 avec une augmentation des violences, au Mali, au Burkina Faso et au Niger.



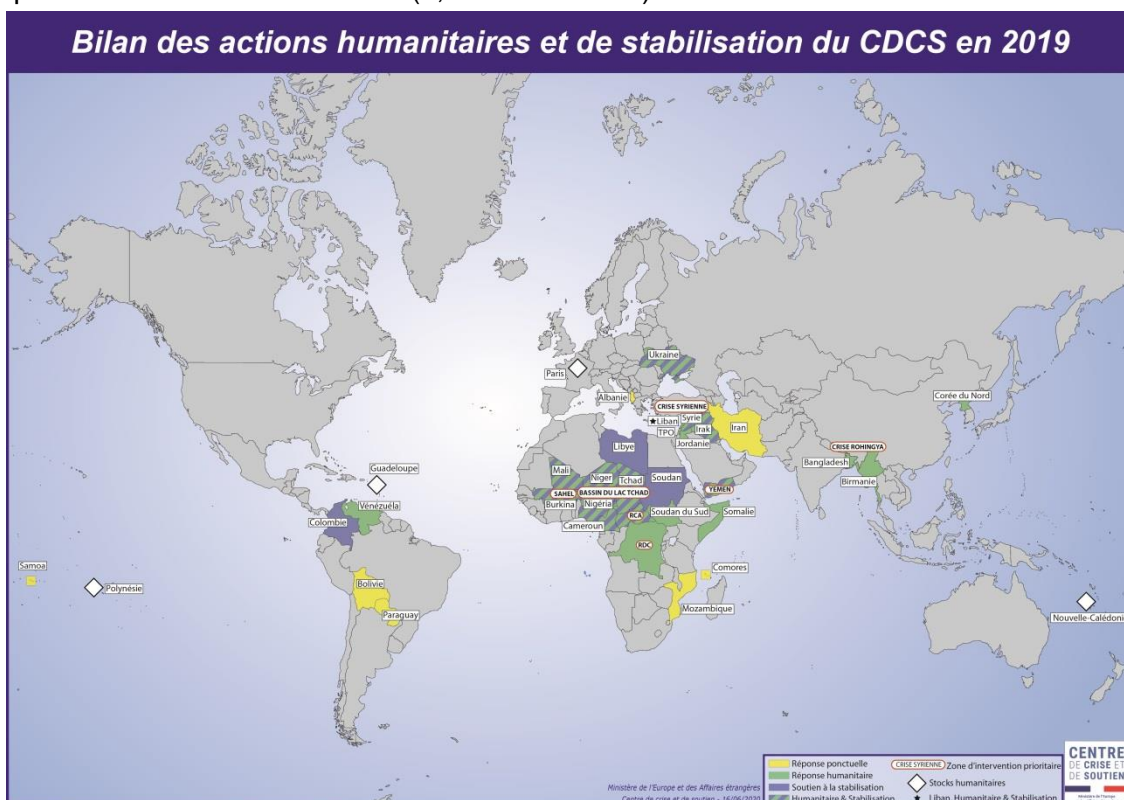
- ▶ **Appui à la justice au Niger** : tenue de 5 audiences spéciales du pôle judiciaire antiterroriste et traitement de 179 prévenus accusés de liens avec Boko Haram.
- ▶ **Soutien aux acteurs locaux au Burkina Faso** : collectivités territoriales du nord et du centre-nord, organisations paysannes et société civile locale.
- ▶ **Un renforcement continu de notre engagement** : 5 millions d'euros, contre 3,3 millions d'euros en 2018 et 1,2 million d'euros en 2017.

Renforcement de notre action en République centrafricaine

- ▶ **Appui à la justice et à la lutte contre l'impunité** : prise en charge d'une juge d'instruction au sein de la Cour pénale spéciale, formation de 11 personnels judiciaires et délivrance de 860 actes d'état civil.
- ▶ **Appui à la prise en charge et à la réinsertion** des enfants des rues de Bangui : organisation de maraudes, mise à l'abri, rescolarisation et réunification familiale.
- ▶ Dans le cadre d'installation de ponts financés par l'Union européenne, **soutien à des microprojets de relance économique** pour accompagner les régions bénéficiant de ce désenclavement.
- ▶ **Protection civile** : réhabilitation de trois centres de lutte contre les incendies à Bangui et à Bambari.
- ▶ **Un engagement de 2,2 millions d'euros.**

Autres terrains d'intervention

- ▶ **Soudan** : mobilisation d'une enveloppe spéciale (1 million d'euros) au lendemain de la mise en place du nouveau gouvernement pour accompagner la transition politique et le processus de paix.
- ▶ **Yémen** : contribution à la Facilité de paix du PNUD pour soutenir les efforts multilatéraux de résolution du conflit (1 million d'euro) et soutien aux efforts de médiation.
- ▶ **Libye** : déminage, soutien au processus électoral et à la société civile, renforcement du système de santé (3 millions d'euros).
- ▶ **Bassin du lac Tchad** : résilience, cohésion sociale et relèvement socio-économique et prévention de la radicalisation (1,4 million d'euro).



Pays	2018 en M€ (part dans le budget total)	2019 en M€ (part dans le budget total)	Évolution 2018-2019
ZONE ANMO			
Syrie	49,4	43,65	-11,6 %
Irak	8	9,3	+16,3 %
Yémen	4,3	4	-7 %
Libye	3,3	2,9	-12 %
Liban	2	1,3	-35 %
Territoires palestiniens	1,3	2	+53,8 %
Jordanie	0,6	1,2	+100 %
Autres (Iran*)	0,04	0,2	+400 %
Total ANMO	68,9 (79,6 %)	64,55 (70 %)	-6,3 %
ZONE DAOI			
Bassin du lac Tchad (Nigéria, Tchad, Cameroun)	2,5	3,9	+56 %
RCA	2,3	4,6	+100 %
Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger)	4,3	6,1	+41,9 %
RDC	0,8	1,7	+112 %
Soudan du Sud	0,6	0,95	+58 %
Somalie	0,4	0,4	0 %
Autres (Bénin, Comores, Djibouti, Madagascar, Mozambique, Soudan, Zimbabwe)	1,3	2,15	+65 %
Total DAOI	12,2 (14,1%)	19,8 (21,5%)	+62,3 %
ZONE ASIE			
Bangladesh	1,6	1,2	-25 %
Birmanie	0,6	0,15	-75 %
Corée Du Nord	0,2	0,2	0 %
Total Asie	3,3 (3,8 %)	1,55 (1,7 %)	-53 %
ZONE AME			
Bolivie*		1,2	Nouveau
Chili*		0,35	Nouveau
Paraguay*		0,425	Nouveau
Vénézuéla	0,3	0,87	+190 %
Autres (Brésil, Colombie, Pérou)	0,9	0,275	-70 %
Total AME	1,2 (1,3 %)	3 (3,3 %)	+ 150 %
ZONE EUROPE			
Ukraine	0,6	1,5	+150 %
Total Europe	0,6 (0,7%)	1,5 (1,6 %)	+ 150 %
Autre (non géographique)	0,6 (0,7%)	1,5 (1,6%)	+150%
TOTAL	86,6	92,2	+ 6,5 %

* Réponse d'urgence à des catastrophes naturelles

LA CELLULE INTERMINISTÉRIELLE D'AIDE AUX VICTIMES (CIAV)

EN CAS D'ATTENTAT TERRORISTE SUR LE TERRITOIRE NATIONAL

La CIAV, placée sous l'autorité du Premier ministre qui décide de son activation, est dirigée par le directeur du CDCS en cas d'attentat terroriste sur le territoire national. Son rôle est de centraliser en temps réel les informations sur les victimes, d'accompagner leurs proches et de coordonner l'action de l'État : elle permet aux familles d'avoir un interlocuteur unique. La dernière activation de la CIAV remonte à 2018, à la suite de l'attentat de Strasbourg du 11 décembre (mobilisation pendant 9 jours).

Enfin, pour toute crise survenant sur le territoire national, de quelque nature que ce soit, le Premier ministre a décidé en janvier 2020 du transfert de la compétence de la CIAV (cellule interministérielle d'aide aux victimes) vers le ministère de l'Intérieur au cours de l'année 2020, avec la création de la Cellule interministérielle d'information du public et d'aide aux victimes (C2IPAV), qui regroupera les compétences de la CIAV ainsi que celle d'une cellule en charge de répondre aux questions d'ordre général du public. Il appartiendra aux ministères de l'Intérieur et de la Justice d'organiser la passation des informations sur les victimes et leurs proches.



DES EXERCICES MENÉS AU CDCS OU À DISTANCE

- ▶ **1 exercice interministériel national** ayant mobilisé 25 agents du CDCS.
- ▶ **1 exercice** avec la préfecture de Seine-et-Marne

CONSEIL JURIDIQUE : ANALYSE ET INTERFACE

Un magistrat mis à disposition par le ministère de la Justice apporte une expertise juridique transversale sur l'ensemble des secteurs d'intervention du CDCS



Rencontre au CDCS avec les associations de victimes et d'aide aux victimes

Affaires individuelles : rôle d'analyse au soutien apporté par l'Unité des affaires individuelles, il a assuré également la liaison entre le CDCS et les juridictions nationales pour les affaires d'homicide, d'enlèvement et de séquestration ou de disparition inquiétante présentant un haut degré de complexité.

Point de contact des partenaires dans l'aide aux victimes : en tant qu'interlocuteur des structures d'aide aux victimes (Délégation interministérielle d'aide aux victimes, Service de l'accès au droit et à la justice et de l'aide aux victimes, Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions, associations de victimes et d'aide aux victimes), il a participé à l'amélioration des dispositifs en cas de faits graves à l'étranger ou d'attentats terroristes en France.

RELATIONS EXTÉRIEURES

- ▶ **Le CDCS reçoit régulièrement pour des échanges de pratiques et des séances de travail** des parlementaires, des élus, ainsi que des délégations étrangères (Union européenne, consuls européens en poste à Paris, Allemagne, Arabie Saoudite, Corée du Sud, ...).
- ▶ **Une vingtaine de groupes d'auditeurs ont été sensibilisés aux missions et actions du CDCS** : École de guerre, étudiants (ENA, Sciences Po, etc.), décideurs publics et privés et auditeurs d'organisme d'études (IHEDN, CHEMI), etc.

COMMUNICATION

PROMOTION DES CONSEILS AUX VOYAGEURS ET D'ARIANE

- ▶ **Participation à 4 salons du tourisme, 2 à Paris, 1 à Lille et 1 à Lyon** (147 000 visiteurs confondus) pour faire la promotion des Conseils aux voyageurs et d'Ariane - publications sur les sites internet et les newsletters des salons (40 000 personnes pour la newsletter du Salon mondial du tourisme de Paris).
- ▶ **Diffusion le 18 décembre 2019**, pour la première fois, **d'une campagne de communication conjointe associant les ministères de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Intérieur** sur les réseaux sociaux faisant la promotion des services Conseils aux voyageurs et Ariane avant les périodes de vacances scolaires.
- ▶ **Partenariat avec Service-public.fr**, plateforme d'information en ligne de l'administration française la plus consultée, ayant permis d'accroître la visibilité des références aux Conseils aux voyageurs et au service Ariane à compter de décembre 2019.
- ▶ Parution d'environ **180 000 exemplaires du guide du routard avec encart CDCS** (5 éditions).



Stand du CDCS au salon du tourisme de Lille

RÉSEAUX SOCIAUX – DONNÉES AU 31 DÉCEMBRE 2019

- ▶ **3 130 abonnés au compte twitter du CDCS** soit une augmentation de 50 % par rapport à 2018
- ▶ **23 400 abonnés au compte twitter des Conseils aux voyageurs** soit une augmentation de 17 % par rapport à 2018

COMMUNICATION VERS LES MEDIAS ET RELATIONS PRESSE

- ▶ En lien permanent avec la **Direction de la communication et de la presse** du ministère le CDCS nourrit très régulièrement le point de presse quotidien du ministère. Il produit également de nombreux supports de communication : déclarations ou produits destinés aux réseaux sociaux.
- ▶ L'année 2019 a permis au CDCS de participer à la médiatisation de plusieurs évènements touchant à divers domaines, on peut citer notamment : l'envoi d'aides d'urgence à plusieurs pays dans le cadre de la **lutte contre les incendies de forêt en Amazonie**, **l'accueil en France de femmes yézidiennes** et de leurs enfants, **l'implantation d'un stock humanitaire à Nouméa** à destination de la zone Pacifique sud ou encore la signature d'une **convention avec la fondation CMA CGM** permettant le transport humanitaire par voie maritime.

LE CDCS : UNE ÉQUIPE MULTIDISCIPLINAIRE DE 90 AGENTS

- ▶ 90 agents représentant 80 postes équivalent temps plein (ETP)
- ▶ 56 agents de catégorie A, 21 de catégorie B et 13 de catégorie C
- ▶ 36 femmes et 40 hommes.
- ▶ 20 contractuels
- ▶ 11 agents mis à disposition par d'autres ministères

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Centre de crise et de soutien

37, quai d'Orsay 75351 Paris, France

@francediplo / @CdCMAE / @ConseilsVoyages

© 2020 MEAE- Conception couverture :

Direction de la communication et de la presse